

Nous, professionnel-le-s de Polyvalence de Secteur, de l'Aide Sociale à l'Enfance et de la Protection Maternelle Infantile, mobilisé-e-s **pour défendre nos conditions de travail et la qualité du service rendu aux publics**, exigeons :

- » des **créations de postes en Polyvalence de Secteur** conformément aux engagements des élu-e-s de la majorité : **1ETP =123 ménages accompagnés**,
- » un service de remplacement aux effectifs renforcés et aux missions élargies,
- » une politique D.R.H. plus réactive et efficiente pour **remplacer les absences et recruter**,
- » d'autres réponses que vigiles et réductions d'horaires d'ouverture au public pour résoudre nos difficultés au travail,
- » de nous retrouver régulièrement entre agent-e-s médico-psycho-sociaux du territoire, hors présence des cadres, pour échanger sur nos organisations, pratiques et outils,



- » le **rejet d'un management territorial autoritaire et brutal** nous réduisant à de simples exécutants dont l'expertise professionnelle n'est appréciée qu'au travers de données quantitatives et statistiques,
- » à l'A.S.E., la **réouverture des places supprimées en établissements et une augmentation du nombre de famille d'accueil, une baisse significative du nombre de suivis par ETP**, l'ouverture de services éducatifs qui ne soient pas saturés dès leur création comme celui de l'« aide à domicile » départementale,
- » des **chefs de service davantage présents sur le terrain auprès de leurs équipes**,
- » en P.M.I., le **recentrage des missions** des agent-e-s sur la prévention primaire, le remplacement des médecins... en commençant par publier les postes !
- » pour les secrétaires, des **moyens humains et matériels supplémentaires** pour améliorer les conditions d'accueil (stop au standard saturé, aux locaux inadaptés, au manque de confidentialité, au cumul incessant de nouvelles tâches...). La mise en place d'une **formation pour les nouveaux agents recrutés** pour qu'elle ne repose pas sur leurs collègues en place déjà surchargés.
- » un **réinvestissement financier dans l'Action Sociale** notamment en faveur de la Cohésion Sociale et de la Protection de l'Enfance amputés de 11 millions d'euros

**POUR S'IMPOSER ET ÊTRE ENTENDUS,  
AMENEZ DE QUOI FAIRE DU BRUIT**



**GRAND RASSEMBLEMENT  
VENDREDI 21 JUIN 2019 À 8H30  
DEVANT L'HÔTEL DU DÉPARTEMENT DE  
L'ISÈRE**

RUE FANTIN LATOUR à GRENOBLE

Des agents des S.L.S. du TAG soutenus par



**LES PERSONNELS DES SERVICES LOCAUX DE  
SOLIDARITÉ DU DÉPARTEMENT EN GRÈVE LE  
VENDREDI 21 JUIN 2019**

**POUR DÉNONCER:  
LA DÉGRADATION DE LEURS CONDITIONS  
DE TRAVAIL  
ET UN SERVICE LOW COST POUR LES  
PUBLICS!**

**RASSEMBLEMENT DEVANT L'HÔTEL DU  
DÉPARTEMENT RUE FANTIN LATOUR À  
PARTIR DE 8H30**



Mission prioritaire, l'Action Sociale emploie la majorité du personnel du Département.

Les agent-e-s administratifs et médico-sociaux des S.L.S. sont aujourd'hui en souffrance : coupes budgétaires, non reconnaissance du travail effectué, dévoiement des métiers, management autoritaire et brutal, non remplacement des absent-e-s engendrant surcharge de travail, perte de sens quant aux missions...

**Épuisement professionnel d'un côté,  
insatisfaction des publics de l'autre!**